

Le Port, 4 août 2015



Monsieur VICTORIN LUREL
Député, Parlementaire en mission
Ancien Ministre
Assemblée nationale,
126 Rue de l'Université,
75355 Paris 07 SP

Monsieur le Ministre,

C'est avec le plus grand intérêt que nous avons accueilli votre appel à contribuer à l'élaboration du projet de loi sur l'égalité réelle annoncé par le Président de la République.

Dans le contexte de la crise multiforme à laquelle sont confrontés les outre-mers, nous sommes convaincus comme vous de la nécessité impérieuse d'ouvrir une nouvelle étape pour leur développement. C'est bien un rendez-vous historique qui nous est ainsi fixé.

Nous avons la conviction que les outre-mers, et notamment La Réunion, la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane se trouvent aujourd'hui dans une situation analogue à celle ayant précédé la loi du 19 mars 1946 qui a aboli le régime colonial en affirmant (déjà) le principe d'égalité et changé le destin des 4 vieilles colonies.

Dans un monde totalement bouleversé et en rapide évolution, nous avons l'obligation d'ouvrir de nouvelles perspectives et de concevoir pour nos pays une nouvelle voie de développement : la future loi sur l'égalité réelle pourra-t-elle ainsi relever le défi fondamental de notre double intégration à la France et à l'Europe d'une part, et à notre environnement géo-économique d'autre part ?

De la qualité des contributions formulées et de leur réelle prise en compte par le gouvernement dans le cadre d'une approche globale et cohérente, dépendra la réussite de l'initiative : la loi sur l'égalité réelle aura-t-elle une ambition et une portée comparable à celle du 19 mars 1946, ou au contraire se traduira-t-elle par une désillusion ? L'expérience nous enseigne qu'un espoir qui se lève ne doit jamais être déçu.

C'est dans cet esprit que nous vous adressons notre contribution, en espérant que vous lui accorderez toute l'attention qu'elle mérite.

Nous vous prions d'agréer, **Monsieur le Ministre**, l'expression de notre parfaite considération et de nos cordiales salutations.

Le Co-Secrétaire Général,

Yvan Dejean